

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

**Un regard sur l'actualité**

28/11/2025

**El-Burhan cible les Émirats arabes unis — un produit de l'Angleterre — et réaffirme son attachement à l'Amérique**

Le président du Conseil de souveraineté et commandant de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, a prononcé le 23/11/2025 un discours de vingt-et-une minutes. Il y a critiqué le quatuor international chargé de travailler à un cessez-le-feu au Soudan et a déclaré :

*« Le Soudan ne considère pas ce quatuor comme exempt de responsabilité. En effet, le monde entier a été témoin du soutien apporté par les Émirats arabes unis aux rebelles contre l'État soudanais. »*

Il a poursuivi en disant : *« Si elle continue à agir de la sorte, cela relèvera d'une médiation non impartiale. »*

Il a également déclaré, à propos de la proposition présentée par le représentant américain Massad Boulos : *« C'est le pire document qui ait été présenté, parce qu'il nie totalement l'existence même des forces armées et exige la dissolution de toutes les unités de sécurité, tout en laissant les milices rebelles dans leurs positions. Nous lui disons que ce document est inacceptable. »*

Le représentant américain a annoncé ce document au nom du quatuor international, composé des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et des Émirats arabes unis. Il les a ainsi placés en position de témoins et d'instruments chargés de mettre en œuvre les projets américains. Le 25 novembre 2025, il a également déclaré que l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide refusaient la proposition de cessez-le-feu.

En réalité, c'est l'Amérique qui donne les ordres et prend les décisions pour les autres États membres du quatuor international, et son représentant, Massad Boulos, agit selon ces directives. C'est pourquoi Burhan a déclaré rejeter son document. Il apparaît clairement que l'Amérique ne cherche pas à résoudre rapidement le conflit entre Burhan, commandant de l'armée, et Daglo (Hemedti), chef des FSR, mais au contraire à le prolonger autant que possible. Son objectif ultime est de séparer le Darfour du Soudan — un projet qui ne peut être réalisé immédiatement.

C'est pourquoi l'Amérique formule des exigences que l'armée ne peut absolument pas accepter et, tout en appelant à un cessez-le-feu, elle reconnaît implicitement les Forces de soutien rapide en s'abstenant d'exiger leur dissolution et la mise en jugement de leurs dirigeants pour leurs crimes. Par ailleurs, le représentant américain Massad Boulos adopte une attitude arrogante et méprisante — à l'image de l'Américain Brett en Syrie et au Liban, ou du représentant Witkoff en Palestine — ignorant totalement les opinions des autres.

Il apparaît que Burhan, en ciblant le quatuor international et les Émirats arabes unis, cherche à les écarter — eux et la Grande-Bretagne qui les oriente. En revanche, il ne critique ni l'Égypte ni l'Arabie saoudite, qui sont les instruments de l'Amérique au Soudan et dans la région. Car le conflit au Soudan oppose l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, à la nouvelle puissance coloniale, l'Amérique.

Burhan confirme également son allégeance à l'Amérique, cherche à lui gagner les faveurs et fait l'éloge du président américain Trump, comme l'a fait avant lui le dirigeant syrien Ahmed Shara.

Dans un article publié le 26 novembre 2025 dans le journal américain Wall Street, il a déclaré :

*« Nous saluons les efforts sincères de l'Amérique et de l'Arabie saoudite en faveur d'une paix juste et équitable au Soudan. »*

Et dans le même article, il a confirmé — à l'instar des dirigeants des autres pays musulmans ayant normalisé avec l'entité sioniste — sa trahison envers Allah, Son Messager et les croyants, en déclarant :

*« En 2021, le Soudan a franchi une étape historique en rejoignant les Accords d'Abraham. »*  
Autrement dit : reconnaître l'entité sioniste et normaliser avec elle.

-----

## **Trump dévoile son plan pour mettre fin à la guerre en Ukraine**

Le président américain Trump a déclaré le 26 novembre 2025 :

*« La Russie a accepté certaines premières étapes. Très bien, ils font des concessions, et la plus grande d'entre elles est qu'ils cessent de se battre et de s'emparer d'autres territoires. »*

C'est réellement stupéfiant : il considère comme concession — et même comme une grande concession — le simple fait que la Russie cesse les combats et n'occupe pas de nouveaux territoires, alors qu'elle contrôle déjà près d'un cinquième de l'Ukraine.

Trump a présenté un plan en 28 points. Ce plan exige que l'Ukraine renonce aux territoires occupés par la Russie en 2022 dans l'est du pays, ainsi qu'à la péninsule de Crimée, occupée dès 2014. Il prévoit également de réduire l'armée ukrainienne à 400 000 soldats. En contrepartie, les États-Unis et l'Europe accorderaient à l'Ukraine des garanties de sécurité face à une éventuelle future attaque russe.

En élaborant ce plan, Trump a parlé au nom de l'Europe, sans l'inclure dans le processus et sans lui accorder la moindre considération.

C'est pour cette raison que l'Europe n'a pas accepté ce plan. Le 22/11/2025, dans une déclaration rapportée par EuroNews, les dirigeants européens ont affirmé :

*« Le plan américain en 28 points concernant l'Ukraine n'est qu'un projet et nécessite des modifications pour répondre à nos exigences. »*

Ils ont également souligné que « *tout point relatif à la sécurité européenne ou à la sécurité de l'OTAN doit d'abord obtenir l'approbation de l'Europe et de ses alliés* ».

Trump parle également au nom de l'Ukraine et lui dicte ce qu'il veut sans lui accorder la moindre valeur. Ainsi, le président ukrainien Zelensky s'est retrouvé démuni, affirmant que son pays se trouvait « *entre la préservation de son honneur et le risque de perdre son allié le plus important* ». Par « *allié le plus important* », Zelensky désigne l'Amérique : c'est elle qui l'a poussé dans cette guerre et qui, maintenant, marchande sur son territoire.

L'objectif de l'Amérique est de rallier la Russie à elle, de l'éloigner de la Chine et de l'Europe, afin de séparer ces trois puissances, de les affaiblir chacune isolément et de leur imposer sa propre volonté.

Si l'Amérique avait réellement l'intention de défendre l'Ukraine, elle n'aurait pas laissé la Russie poursuivre ses attaques depuis 2022, ni accepté l'occupation de la Crimée en 2014. Les Américains utilisent le peuple ukrainien comme combustible de guerre et monnayent leurs intérêts vis-à-vis de la Russie et de l'Europe en se servant de l'Ukraine comme champ de négociation.

Quant aux dirigeants des pays musulmans, ils accordent leur confiance à l'Amérique, lui manifestent leur alliance, courent derrière elle et encensent son président Trump en le qualifiant « d'homme de paix ». Ils implorent l'Amérique pour qu'elle résolve leurs problèmes et lui offrent toutes les concessions. Ainsi, ils ont accepté le plan de Trump concernant Gaza et ont remis Gaza entre ses mains pour qu'il y dicte sa politique à sa guise.

-----

## **L'Europe se prépare à la guerre contre la Russie**

Le chef d'état-major français, le général Mandon, a déclaré le 24/11/2025 — selon des propos rapportés par France24 — : « *Le pays doit retrouver une force morale suffisante pour accepter les sacrifices nécessaires à la défense de notre identité, et se préparer à consentir la perte de ses fils.* »

Il a ajouté : « *L'analyse du danger représenté par la Russie est un point sur lequel tous nos alliés en Europe s'accordent, et cela a été consigné dans un document.* »

Il faisait référence ici à la revue stratégique nationale de 2025, qui sert de feuille de route aux gouvernements et affirme que « *la France doit être prête, entre 2027 et 2030, à un engagement majeur et intense sur le théâtre européen, et à une augmentation des attaques hybrides sur son propre territoire* ».

De même, le chef d'état-major allemand, Carsten Breuer, avait déclaré le 11/02/2024 :

« *Nous ne disposons pas d'un temps illimité, car pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, nous faisons face à une menace de guerre extérieure qui nous est imposée. Lorsque j'examine les analyses et que j'observe la possibilité d'une menace militaire venant de la Russie, cela signifie pour nous une période de préparation de cinq à huit ans.* »

Ainsi, l'Europe a commencé à se préparer à une guerre contre la Russie, considérée comme désormais inévitable — et ce malgré les initiatives américaines. Les démarches entreprises par l'Amérique pour mettre fin à la guerre ne semblent jusqu'à présent pas aboutir, car elles vont à l'encontre des intérêts de l'Ukraine et de l'Europe, les laissant sous la menace russe et dépendantes de la protection américaine.

**Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir**

**Esad Mansur**